

La Gazette des Comores

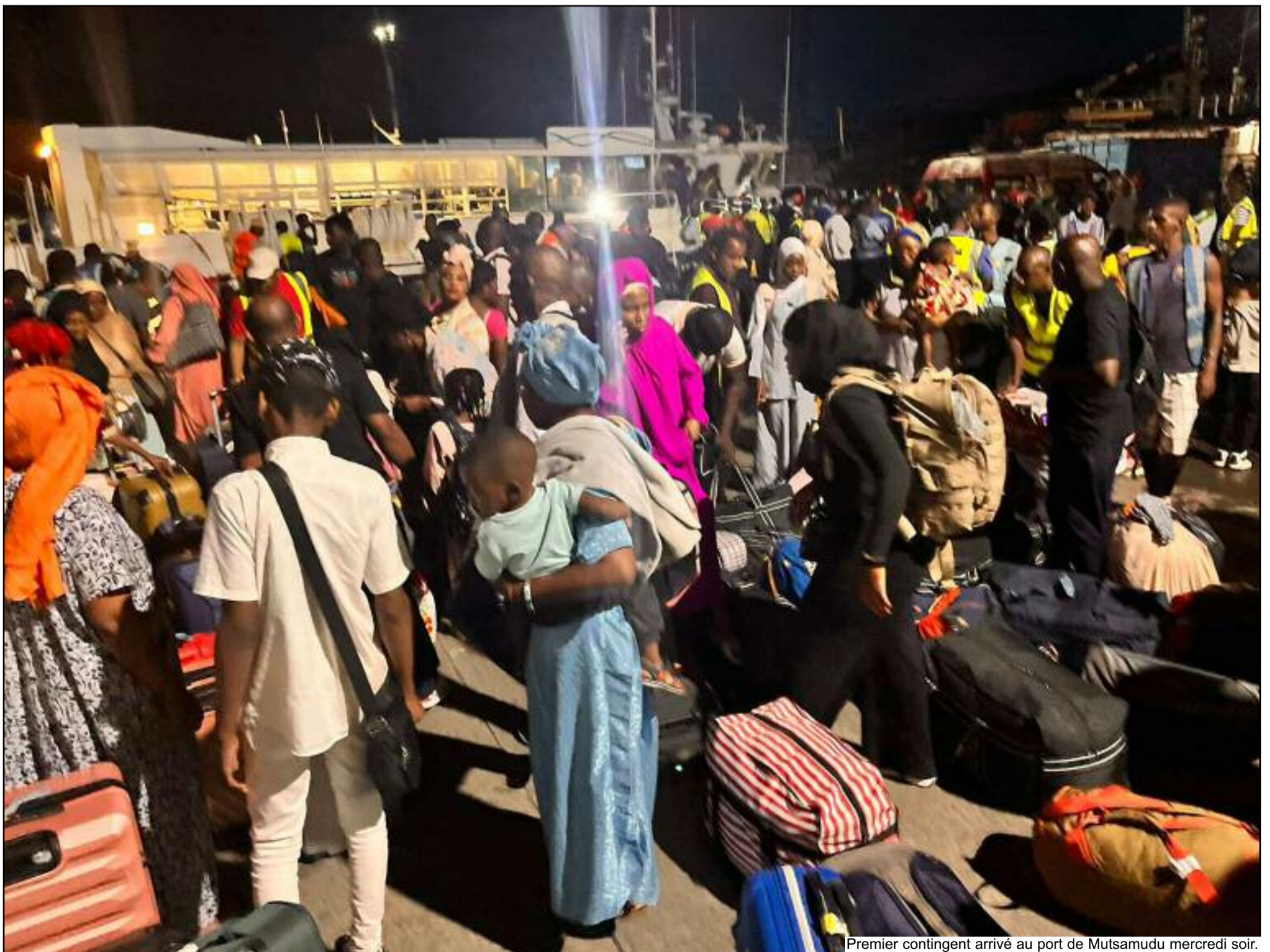
*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4780 - Jeudi 26 Décembre 2024 - Prix : 200 Fc

CRISE POST-CHIDO À MAYOTTE :

Plus de 800 personnes débarquées hier à Anjouan



Premier contingent arrivé au port de Mutsamudu mercredi soir.

LÉGISLATIVES 2025 :

Le journaliste engagé, Toufé Maecha dans la course

Journaliste aguerrri et figure emblématique des médias comoriens, Toufé Maecha se présente aux législatives de 2025 dans le Bambao ya hari. Celui qui se décrit comme un « self-made man » ambitieuse de représenter le peuple, dénoncer les injustices et insuffler un vent de changement dans un paysage politique qu'il juge déserté par l'opposition.

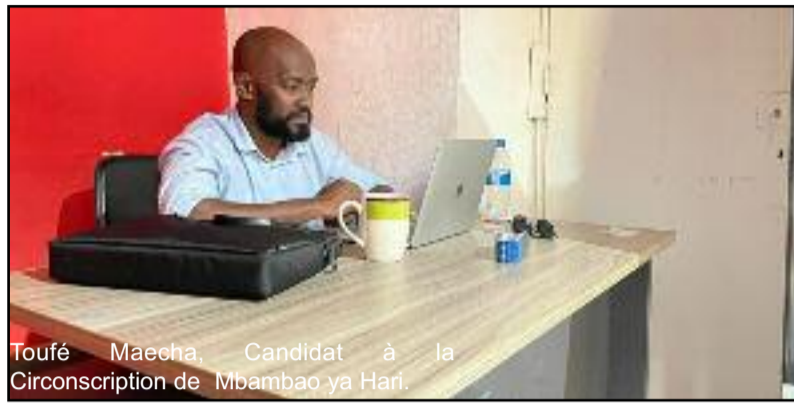
Benjamin d'une fratrie de douze enfants, Toufé Maecha n'a pas suivi un chemin académique classique. Après avoir quitté l'école en classe de 3e, il part pour Madagascar en 2012 dans l'espoir de rejoindre l'Europe, sans succès. De retour aux Comores en 2014, il découvre par hasard sa vocation journalistique. Collaborateur de Karibu Hebdo, puis de La Gazette des Comores, et aujourd'hui correspondant pour Jeune Afrique.

Son engagement pour la vérité lui vaut des démêlés politiques. En 2019, il est arrêté à Moroni après

une période post-électorale tendue, avant de trouver refuge en France grâce à l'intervention de Reporters Sans Frontières (RSF). De retour au pays, il reprend son poste tout en cumulant les fonctions de directeur de l'information à l'ORTC, qu'il quitte en 2023 après avoir dénoncé publiquement un scandale d'agression sexuelle impliquant un cadre.

Toufé Maecha se présente comme un candidat résolument engagé pour le peuple. Avec son slogan de campagne : « Quand on veut, on peut », il propose des mesures qu'il considère comme prioritaires pour le pays. « Je m'engage à proposer une loi d'amnistie pour Ahmed Abdallah Sambi et Abdou Salami Abdou. Cette proposition, souligne Toufé Maecha, permettra à l'ancien raïs et au gouverneur déchu d'Anjouan, respectivement incarcérés depuis mai et octobre 2018, de recouvrer leur liberté volée ».

En matière d'éducation, il insiste : « Augmenter le budget de l'éducation est essentiel pour redonner à



Toufé Maecha, Candidat à la Circonscription de Mbambao ya Hari.

l'école publique ses lettres de noblesse. Il est inconcevable qu'aujourd'hui 80% des élèves se tournent vers le privé parce que les pouvoirs publics ont fait de l'école publique le cadet de leurs soucis ». Toufé Maecha évoque également la situation des retraités. « Revaloriser les montants des pensions de retraite, explique-t-il, est une priorité. Il s'agit de rendre leur dignité à celles et ceux qui ont servi, qui nous ont servis. Vingt mille francs de pension de retraite par mois, c'est tout simplement inacceptable ! »

Pour Toufé Maecha, le paysage politique actuel est marqué par un « désert » dangereux pour la démocratie. « Le désert politique laissé par les acteurs politiques sur qui jadis nous pouvions compter est effrayant. Ce désert favorise inexorablement l'enracinement de la prise en otage du pays par un seul clan. Politiquement, c'est un péché grave », confie-t-il.

Il entend incarner une voix dissonante, notamment pour la jeunesse, dont il salue le courage et la volonté de changement. « La révol-

te spontanée, historique et salutaire des 17 et 18 janvier des jeunes des quartiers populaires de Moroni prouve la soif de changement que ressent la population », déclare-t-il. Pour lui, la solution est claire : « Face à l'oppression, ce n'est absolument pas la résignation, mais la détermination », martèle-t-il, tout en appelant à un renouveau politique aux Comores.

Marié et père d'un enfant, il se positionne comme un homme du peuple, incarnant un espoir pour de nombreux jeunes. À Bambao, il devra convaincre un électoralat partagé entre tradition et aspiration au changement. « Je veux essayer d'incarner un début des réponses aux aspirations légitimes des jeunes et du peuple », conclut-il. La campagne s'annonce intense, mais Toufé Maecha semble déterminé à inscrire son nom dans l'histoire politique des Comores.

Mohamed Ali Nasra

LÉGISLATIVES 2025

Amir Kiwane promet d'être la voix du peuple au parlement



Amir kiwane , Candidat Moroni-Sud (1).

Le candidat aux élections législatives 2025 de la circonscription Moroni Sud, Mohamed Mzé Ali Amir Eddine alias Amir Kiwane a ouvert son premier bureau de campagne à Badjanani le mardi 24 décembre. Entouré par une foule nombreuse d'hommes et femmes de ce quartier du centre-ville, revêtus de rouge, ce jeune candidat du parti Swauti promet lors de son allocution d'être la voix de Moroni et du peuple à l'Assemblée nationale une fois élu.

C'est dans l'après-midi du mardi 24 décembre qu'a eu lieu l'ouverture du premier bureau du candidat du parti Swauti Amir Kiwane comme on l'appelle

affectueusement. Une belle foule vêtue de rouge a accueilli le candidat avec sa direction de campagne. Après avoir travaillé plusieurs années à la mairie de Moroni, Amir Kiwane se dit prêt à servir et représenter la capitale à l'Assemblée nationale. Avec ambition et dévouement, l'enfant de Moroni s'engage d'être la voix du peuple s'il obtient la confiance des électeurs et électrices. « Le choix d'Amir est bien réfléchi. On sait combien Amir s'est donné pour notre capitale. Nous le considérons comme un digne parlementaire, car un député c'est être l'avocat de la population. C'est ce qu'on a vu quand il était à la mairie. Il était toujours sur le terrain. Il va faire la même chose au parlement, il

sera notre porte-voix. Nous avons confiance en lui. C'est un homme sociable qui est mieux placé que quiconque pour nous défendre », a déclaré Housni Mohamed Abdou président du parti Swauti.

Et d'ajouter « notre parti va proposer des lois pour le bien-être du peuple comorien. Nous allons mettre l'accent sur l'enseignement supérieur. Il faut que les étudiants qui font leurs études ici bénéficient de bourses. Il faut les épauler. Et faire en sorte d'apporter un soutien dans le service de santé. Ces contractuels doivent intégrer la fonction publique. Donc, nous allons proposer des lois sur ces deux secteurs sociaux.

« Un député n'est pas un chef d'Etat, ni un ministre, ni un directeur de société. Un député c'est un représentant de la population à l'Assemblée nationale. C'est l'avocat du peuple au parlement. Et je vous promets que je serai votre voix à l'Assemblée. Je défendrai vos intérêts. Comme notre président a dit, nous comptons pour un début faciliter la vie des étudiants. Mais, aussi les contractuels du CHN El-Maarouf. Ces jeunes méritent d'avoir leur place à la fonction publique », plaide à son tour Amir Kiwane. Ce dernier laisse entendre qu'il va également combattre pour la capitale. « Comme il a toujours fait quand il était chef de la police municipale à la mairie. Moroni mérite mieux, il doit avoir un bon environnement. Une image attirante comme les autres capitales. Je vous confirme que la capitale sera aussi ma priorité. L'espoir c'est nous », conclut-il sous les applaudissements.

Nassuf Ben Amad

UNION DES COMORES
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE



Acquisition et Installation d'un logiciel de gestion comptable financière multi projets et d'un logiciel de suivi-évaluation multi projets.

Date : 06/06/2024

Avis d'Appel d'Offres No : 001/UGP/PASDP/BIENS

Le Ministère des Finances du Budget et du Secteur Bancaire, à travers le Projet d'Appui à la Soutenabilité de la Dette Publique (PASDP) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour fournir et installer un logiciel de gestion comptable et financière, de la version la plus récente, multi projet, version CLOUD et d'un logiciel de suivi-évaluation multi projets. Les logiciels acquis, installés avec la formation du personnel sont à livrer à Moroni-MANGANI (Coté Pharmacie), Union des Comores

dans un délai de deux (2) mois.

3. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'Appel d'Offres dans les bureaux du Projet d'Appui à la Soutenabilité de la Dette Publique (PASDP, Moroni-MANGANI (Coté Pharmacie).

4. Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu gratuitement par les candidats, sur demande écrite au service mentionné cidessus.

5. Toutes les offres doivent être dépo-

GROUPES DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT



sées à l'adresse indiquée ci-dessus] au plus tard le 22/01/2025 à 10h30mn (heure local).

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le 22/01/2025 et, à Moroni-MANGANI (Coté Pharmacie).

7. Les offres doivent être valides pendant une période de cent vingt (120) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

CRISE POST-CHIDO À MAYOTTE :

Plus de 800 personnes débarquées hier à Anjouan

Plus de 800 personnes en provenance de Mayotte ont débarqué ce mercredi 25 décembre au port de Mutsamudu, dix jours après le passage du cyclone Chido. Des efforts conjoints ont été mis en place par le Croissant Rouge Comorien, la Direction Régionale de la Santé (DRS) et plusieurs associations locales et nationales. L'objectif est de garantir un accueil digne et efficace pour ces personnes dont le départ serait supposé volontaire.

Parmi eux, des comoriens et des étrangers en transit, certains se dirigeant vers Moroni avant de poursuivre leur voyage pour l'étranger. A Anjouan, l'association Solidarité femmes actions (SFA) a joué un rôle crucial.

Elle a orchestré une distribution de kits alimentaires destinés aux personnes dans le besoin, s'assurant que les plus vulnérables puissent bénéficier d'une aide immédiate. « Il est essentiel que chacun reçoive un soutien, surtout dans ces circonstances », a déclaré un membre actif de l'association, Mme Fanaza Badrane.

Dans l'après-midi, la flottille de la société générale de transport maritime (SGTM) a déchargé cette première vague de personnes venant de Mayotte au port de Mutsamudu. « Nous sommes pleinement mobilisés pour gérer la crise que représente cette affluence au port », a affirmé Mouhtar Nazarin, un secouriste du Croissant rouge comorien. Son témoignage illustre tous ces efforts déployés pour enca-

drer le flux de personnes arrivant sur l'île, minimisant ainsi les risques de débordement face à une situation aussi pressante qu'imprévisible.

Sur le plan sanitaire, les mesures préventives ont été mises en place de concert avec les autorités compétentes. Selon un haut responsable de la DRS, tous les dispositifs nécessaires à la sauvegarde de la santé publique ont été déployés. Dr. Saindou, en charge de la surveillance sanitaire aux frontières, a assuré que « les mesures nécessaires sont prises » pour assurer un environnement sûr pour tous. Cela inclut des contrôles sanitaires pour détecter et prévenir toute éclosion de maladies transmissibles, un enjeu majeur dans un contexte où les mouvements de population peuvent potentiellement exacerber les risques

sanitaires.

Ce premier débarquement constitue un défi complexe pour les autorités locales, tant sur le plan logistique que sur celui de l'intégration sociale. Les efforts déployés jusqu'à présent montrent une volonté réelle de rendre cette transition aussi fluide que possible pour ces nouveaux arrivants, tout en veillant à la sécurité et au bien-être des populations. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les réunions se succèdent avec la direction du port de Mutsamudu.

L'accueil de près de 850 personnes à Anjouan est un exemple de solidarité entre les acteurs locaux et des efforts coordonnés pour faire face à des situations d'urgence. Cela soulève également des questions sur la suite des événements et la gestion

de ces vagues de reconduites massives présumées consenties, annoncées par la préfecture de Mayotte dans son communiqué du 24 décembre. La situation continuera d'évoluer, et son suivi sera essentiel pour garantir des conditions de vie dignes et respectueuses des droits humains pour tous. Selon des sources concordantes, la France qui administre l'île comorienne de Mayotte, devrait déplacer plus de 5000 personnes « quel que soit leur statut » vers les trois îles sœurs d'ici fin janvier. Il reste à savoir comment l'Etat comorien compte gérer cet afflux massif en l'espace de 30 jours. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

Younès

COMORES-MAROC :

Azali reçoit l'ambassadeur du Royaume du Maroc

L'Ambassadeur du Royaume du Maroc à Dar es Salaam, Ghoumri Zakaria, a été reçu ce lundi 23 décembre, par le Président Azali Assoumani. Lors de cette audience, l'Ambassadeur a réaffirmé le soutien du Maroc à l'intégrité territoriale des Comores, tout en saluant la coopération croissante entre les deux pays, notamment dans le cadre du Plan Comores Émergent. Ce partenariat solide continue de renforcer les liens bilatéraux, malgré des tensions liées à la question de Mayotte.

Le 23 décembre dernier, Ghoumri Zakaria, Ambassadeur du Royaume du Maroc à Dar es Salam, a été reçu en audience par le Président Azali Assoumani à Moroni. D'après le site de beit-salam, cette rencontre symbolise la consolidation des liens séculaires qui unissent les deux nations. Lors de cette audience,

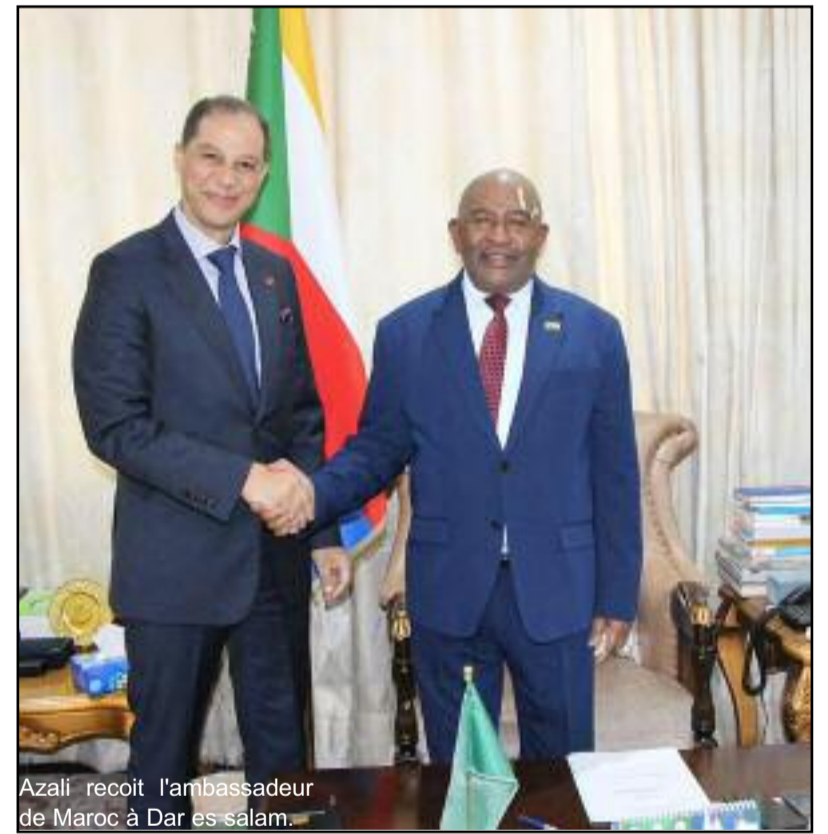
l'Ambassadeur a exprimé la gratitude du Royaume du Maroc envers le Président comorien pour son engagement à renforcer ces relations historiques. Il a également réaffirmé la position ferme du Maroc en faveur du respect de l'intégrité territoriale des Comores, une position soutenue par le droit international.

Le Président Azali, pour sa part a salué la qualité et la profondeur de la coopération bilatérale, notamment dans le cadre du Plan Comores Émergent. Ce partenariat fructueux a permis d'améliorer de nombreux aspects du développement des Comores, avec une aide marocaine précieuse dans les domaines de l'éducation, des infrastructures et de la formation professionnelle. Selon le Président Azali, la collaboration continue de porter ses fruits pour les deux peuples, ouvrant la voie à une prospérité partagée. La rencontre a aussi permis d'évoquer les défis régionaux et de renforcer les échan-

ges sur des questions de diplomatie internationale. Le Maroc reste un allié stratégique dans la région, apportant son soutien aux initiatives de développement et à la stabilité régionale.

Cependant, cette rencontre diplomatique intervient dans un contexte particulier. En effet, suite au passage du cyclone Chido aux Comores, notamment à Mayotte, le Maroc avait adressé un message de condoléances au gouvernement français. Ce geste de solidarité a été interprété à Moroni comme une reconnaissance implicite de la souveraineté française sur l'île comorienne de Mayotte. Un acte jugé « inamical » qui avait conduit des autorités comoriennes à briller par leur absence à une cérémonie officielle la semaine dernière. Doit-on voir dans cette visite du diplomate marocain un début de clarification après le malentendu de la semaine dernière ?

Ibnou M. Abdou



Azali reçoit l'ambassadeur de Maroc à Dar es salam.

LUTTE CONTRE LES VBG :

Un service d'écoute ouvert à Nioumachoi

Le dimanche 22 décembre 2024, un service d'écoute pilote a été inauguré à Nioumachoi, dans la région de Mlédjelé à Mohéli. Il

s'agit du deuxième service d'écoute sur l'île, après celui de Fomboni. La cérémonie a réuni de nombreuses autorités venues de

Moroni et de Mohéli, des notables, des femmes de différentes localités de la région, ainsi que des jeunes.

Cette inauguration marque l'ouverture d'un service d'écoute pilote dédié à la prise en charge des enfants et des femmes victimes de violence. Ce service a pour mission de plaider auprès des autorités pour l'application des textes de lois relatifs à la protection des enfants, d'écouter, d'orienter et d'appuyer la prise en charge médicale, psychosociale et juridique des victimes de violence ou d'abus. Il a également pour rôle de sensibiliser la population afin de dénoncer les vio-

lences faites aux enfants et aux femmes.

Il s'agit de la 7ème cellule mise en place dans le pays, et selon Mahamoud Ambidina, secrétaire général (SG) du Ministère de la promotion du genre, un 8ème service sera bientôt ouvert à Pomoni, Anjouan. Plusieurs personnalités politiques, autorités judiciaires, notables de la région, femmes et jeunes ont assisté à cet événement. « C'est un grand jour aujourd'hui. Je suis très contente car il nous était très difficile de nous rendre à Fomboni à chaque fois qu'un cas de violence envers des enfants se présentait, ce qui est fréquent ici. C'est

donc un véritable soulagement », a déclaré Zena Mkandra, responsable de ce service d'écoute à Nioumachoi.

« J'appelle tout le monde à collaborer afin de mener à bien ce combat contre ce fléau qui n'épargne personne », a-t-elle ajouté, en soulignant que la confidentialité sera rigoureusement respectée. D'après le SG Mahamoud Ambidina, le personnel est formé et bénéficie d'appuis techniques et financiers de la part de partenaires, notamment l'UNICEF, pour assurer le bon fonctionnement de la structure.

Riwad



Un service d'écoute ouvert à Nioumachoi.



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

Sélection de CONSULTANTS PAR LES Emprunteurs de la Banque

Appel à candidature pour le recrutement d'un Spécialiste en paiements et systèmes de règlement pour le Système Automatisé de Transferts+ (SAT+)

Date de l'avis : 25 Décembre 2024

1.Généralités :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : d'un spécialiste en paiements et systèmes de règlement pour le SAT+

2.Objectif :

Dans l'objectif de promouvoir la politique d'inclusion financière en facilitant l'accès aux services financiers, la Banque Centrale des Comores (BCC) met en place un système pour la modernisation du système de paiements. Des infrastructures de paiements modernes, fiables et sécurisées sont en cours de mise en place à la BCC. Ainsi, l'UGP procède au recrutement d'un spécialiste en paiements et systèmes de règlement pour le SAT+.

3.Durée du travail du consultant :

La mission est prévue pour une durée de 06 mois.

4.Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 08h00 à 15h00 et le vendredi de 08h00 à 10h30 heure locale (GMT+3).

Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le 07 janvier à 10 h 30** avec la mention : **Recrutement d'un spécialiste en paiements et systèmes de règlement pour le SAT+**. Les dossiers de manifestations d'intérêts peuvent également être soumis par voie électronique.

5.L'Unité de Gestion du Projet ADSF invite les candidats à manifester leur intérêt pour les services décrits

ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services : lettre de motivation signée, CV détaillé, copies des diplômes, références concernant l'exécution de contrats analogues (attestations, lettres de recommandation...).

6.Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Madame la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : + 269 773 10 02
E-mail : Housna.UGP@banque-comores.km –
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

Appel à candidature pour le recrutement d'un Spécialiste en support technique pour le Système Automatisé de Transferts+ (SAT+)

Date de l'avis : 25 Décembre 2024

1.Généralités :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : d'un spécialiste en support technique pour le SAT+

2.Objectif :

Dans l'objectif de promouvoir la politique d'inclusion financière en facilitant l'accès aux services financiers, la Banque Centrale des Comores (BCC) met en place un système pour la modernisation du système de paiements. Des infrastructures de paiements modernes, fiables et sécurisées sont en cours de mise en place à la BCC. Ainsi, l'UGP procède au recrutement d'un spécialiste en support technique pour le SAT+.

3.Durée du travail du consultant :

La mission est prévue pour une durée de 06 mois.

4.Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes :

du lundi au jeudi de 08h00 à 15h00 et le vendredi de 08h00 à 10h30 heure locale (GMT+3).

Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le 07 janvier à 10 h 30** avec la mention : **Recrutement d'un spécialiste en support technique pour le SAT+**. Les dossiers de manifestations d'intérêts peuvent également être soumis par voie électronique.

5.L'Unité de Gestion du Projet ADSF invite les candidats à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services : lettre de motivation signée, CV détaillé, copies des diplômes, références concernant l'exécution de contrats analogues (attestations, lettres de recommandation...).

6.Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Madame la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : + 269 773 10 02
E-mail : Housna.UGP@banque-comores.km – SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km

ELECTIONS LÉGISLATIVES 2025

Trois candidats dans la circonscription de Hambou

La campagne des législatives et communales est lancée le 18 décembre dernier. Dans la circonscription de Hambou, trois candidats se lancent dans cette compétition. Il s'agit de Nour El-Fath du parti CRC, et deux autres indépendants à savoir : Said Abdoulhalim Mohamed Elamine et Ibrahim Moussa Mmadi. Ils ont exprimé leurs ambitions et leurs programmes respectifs pour le développement du pays et de la région.

Chacun se dit bien placé pour représenter la petite région de Hambou. Le candidat de la CRC, parti au pouvoir, Nour El-Fath Azali entend mettre en avant les secteurs de la pêche et la jeunesse. Le fils du président s'engage à moderniser en fournissant de nouveaux équipements aux spécialistes de ces domaines. Il a aussi promis de rendre opérationnelle bientôt le centre de formation professionnelle de Mibibodjou. Ce qui permettra d'offrir des opportunités d'emploi à la jeunesse de la région. Les femmes également occuperont leur place en ayant accès à la formation et au financement. Tout en appelant les jeunes de le rejoindre pour bâtir le pays.

Quant à Said Abdoulhalim

Mohamed Elamine enseignant de français au lycée de Moroni, il estime qu'il est temps d'agir. « Nous estimons qu'agir, c'est notre pouvoir et le peuple en est le moteur. Il est donc de notre devoir en tant que citoyens et patriotes de participer à la construction de notre destinée commune en nous présentant aux élections législatives 2025 », a-t-il déclaré. Foundi Kassim comme on l'appelle, dit croire en la jeunesse et aux traditions et valeurs socio-culturelles. Il soutient l'aspiration de la population à vivre dans la dignité. C'est pourquoi il participe à ces élections, afin d'apporter son soutien aux générations futures. « Ma candidature est motivée d'abord par le patriotisme, en tant que citoyen averti. Je sais que j'ai beaucoup à apporter pour les générations futures en agissant, en m'exprimant afin que la population adhère à mes idéaux de société. L'autre motivation est l'abandon, la démission des uns causés par les abus de sortes du régime en place. En tant qu'intellectuel, patriote, c'est un devoir de dénoncer les abus et offrir des perspectives pour l'avenir de nos enfants », a confié le chef de département français au lycée de Moroni. Ce natif de Singani Hambou a comme projet de faire de l'archipel, un pays où il fait bon vivre. Il met



Nour El-Fath Azali

Mohamed Elamine

Ibrahim Moussa Mmadi

l'accent sur la décentralisation, l'égalité des chances, la formation, l'accès à des services sociaux pour les personnes aux revenus modestes et la création d'emplois pour ne pas citer ceux-là.

Le troisième candidat, Ibrahim Moussa Mmadi, originaire de Mbambani Hambou, trouve qu'il est temps de se réveiller. « (Riruwe hata ndi). Avoir un titre c'est accepter d'être au service du peuple » tels sont ses slogans. « Je vais aller à l'Assemblée nationale pour défend-

re les lois d'intérêt général pour l'ensemble du peuple comorien. Débattre et rejeter celles qui ne favorisent pas le pays et nos citoyens. Il s'engage à proposer des lois en matière de sécurité alimentaire, sécurité territoriale, sécurité sanitaire, respect des droits humains, accès à l'éducation, et favoriser notre diaspora ». « Il faut inciter les jeunes à s'intéresser aux affaires de l'Etat pour qu'ils aient le pouvoir de changer au lieu de subir l'action d'une poignée de gens

égoïstes. Il faut éveiller la conscience des jeunes cadres, par des convictions politiques au lieu de s'obliger à adhérer au parti au pouvoir, car c'est un droit d'être fonctionnaire et d'être libre de choisir sa formation politique. Dans notre programme, nous mettrons en valeur notre religion, notre culture et nos ressources agricoles et minières », a conclu le directeur général de Uhuria Wa Komori Sarl.

Nassuf Ben Amad



Projet AFIDEV Avis de marché

NATURE DU MARCHE : Services

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHE : Suivi contrôle des travaux de construction de citernes agricoles et systèmes d'irrigations collectives dans des sites des CRDE de Bambao Mtsanga, Domoni, Mrémani, Séréhini et Dzahadjou

REFERENCE DU MARCHE SUR PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat Français) : 24-MAPA-S179

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores.

FINANCEMENT : Groupe AFD.

CONDITIONS DE PARTICIPATION : Toute personne (y inclus auto-entrepreneur) non exclue des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement de consultation.

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Les critères de notation des offres se feront comme suit : Critère 1 : Prix des prestations (notation financière sur 40 points maximum) ; Critère 2 : Qualité technique sur 60 points).

Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une note technique (NT sur 60 points maximum) par addition des notes pondérées obtenues sur chaque sous-critère.

Les offres ayant obtenues une note technique inférieure à 40/60 seront considérées comme inappropriées.

Attribution

Une note globale (NG sur un maximum de 100 points) obtenue par addition des notes technique et financière (NG=NF+NT) sera attribuée à chaque offre évaluée techniquement et financièrement.

Le(s) soumissionnaire(s) ayant obtenu la note globale la plus élevée sera

(seront) considéré(s) comme ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra (verront) attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

PROCEDURE : Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION :

Le dossier de consultation est gratuit.

Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande en utilisant ce lien : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2674269&orgAcronyme=s2d>

Vous pouvez aussi effectuer la demande de ce lien par email à l'adresse suivante : log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse email : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au **08/01/2025 à 18h00 (heure de Moroni)**.

PROCEDURES DE RECOURS :

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

ASélection de CONSULTANTS PAR LES Emprunteurs de la Banque

Appel à candidature pour le recrutement d'un gestionnaire des flux de compensation pour le switch national de paiements

Date de l'avis : 25 Décembre 2024

1.Généralités :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : d'un gestionnaire des flux de compensation pour le switch national de paiements.

2.Objectif :

Dans l'objectif de promouvoir la politique d'inclusion financière en facilitant l'accès aux services financiers, la Banque Centrale des Comores (BCC) met en place un système pour la modernisation du système de paiements. Des infrastructures de paiements modernes, fiables et sécurisées sont en cours de mise en place à la BCC. Ainsi, l'UGP procède au recrutement d'un gestionnaire des flux de compensation pour le switch national de paiements.

3.Durée du travail du consultant :

La mission est prévue pour une durée de 06 mois.

4.Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes :

du lundi au jeudi de 08h00 à 15h00 et le vendredi de 08h00 à 10h30 heure locale (GMT+3).

Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le 07 janvier à 10 h 30** avec la mention : **Recrutement d'un gestionnaire des flux de compensation**. Les dossiers de manifestations d'intérêts peuvent également être soumis par voie électronique.

5.L'Unité de Gestion du Projet ADSF invite les candidats à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services : lettre de motivation signée, CV détaillé, copies des diplômes, références concernant l'exécution de contrats analogues (attestations, lettres de recommandation...).

6.Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Madame la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : + 269 773 10 02
E-mail : Housna.UGP@banque-comores.km –
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

Sélection de CONSULTANTS PAR LES Emprunteurs de la Banque

Appel à candidature pour le recrutement d'un consultant chargé de la gestion du réseau d'agents bancaires

Date de l'avis : 25 Décembre 2024

1.Généralités :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : un consultant chargé de la gestion du réseau d'agents bancaires.

2.Objectif :

Dans l'objectif de promouvoir la politique d'inclusion financière en facilitant l'accès aux services financiers, la BCC met en place un réseau d'agents bancaires sur l'étendue du territoire. Cette initiative permettra aux personnes les plus éloignées des institutions financières de pouvoir accéder à ses services en toute simplicité et à une distance raisonnable de leurs domiciles ou lieux de travail.

L'UGP procède au recrutement d'un Responsable de la gestion du réseau d'agents bancaires. Sous la

supervision de la Directrice de l'inclusion financière de la BCC, il/elle sera responsable du développement et de la gestion du réseau d'agents bancaires sur l'ensemble du territoire national avec la prospection de nouveaux agents bancaires et de la gestion des relations avec les agents et avec les institutions du secteur financier.

3.Durée du travail du consultant :

La mission est prévue pour une durée de 06 mois.

4.Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 08h00 à 15h00 et le vendredi de 08h00 à 10h30 heure locale (GMT+3).

Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le 07 janvier à 10 h 30** avec la mention : **Recrutement d'un consultant chargé de la gestion**

du réseau d'agents bancaires

Les dossiers de manifestations d'intérêts peuvent également être soumis par voie électronique.

5.L'Unité de Gestion du Projet ADSF invite les candidats à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services : lettre de motivation signée, CV détaillé, copies des diplômes, références concernant l'exécution de contrats analogues (attestations, lettres de recommandation...).

6.Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Madame la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : + 269 773 10 02
E-mail : Housna.UGP@banque-comores.km –
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km